

Globethics Repository



Réduire les coûts de la corruption pour les pauvres dans le secteur de l' eau

This page was generated automatically upon download from the Globethics Repository.
More information on Globethics see <https://www.globethics.net>. Data and content policy
of Globethics Repository see <https://repository.globethics.net/pages/policy>.

Item Type	Journal
Authors	Transparency International
Publisher	Transparency International
Rights	With permission of the license/copyright holder
Download date	2026-07-14 22:07:55
Link to Item	http://hdl.handle.net/20.500.12424/177467

Prise de position



Réduire les coûts de la corruption pour les pauvres dans le secteur de l'eau

La crise qui frappe le secteur de l'eau, exacerbée par la corruption, pèse lourdement sur la vie des personnes démunies et vulnérables. La corruption rend l'eau insalubre, inaccessible et coûteuse. Dans les pays en voie de développement, environ 80% des problèmes de santé peuvent être liés à la mauvaise qualité des services des eaux et de l'assainissement qui tue chaque année près de 1,8 million d'enfants.

La corruption dans le secteur de l'eau empêche l'accès à une ressource précieuse et rare à ceux qui en ont le plus besoin. Elle étouffe le potentiel du secteur à servir de moteur au développement national et fait au contraire de l'eau un obstacle et une source de stagnation dans la vie de beaucoup. Chaque année, on estime à 443 millions les journées d'école manquées par les élèves qui souffrent de maladies causées par la mauvaise qualité de l'eau dans le monde. Pour les pauvres, cet absentéisme forcé représente une occasion manquée d'étudier et limite leurs chances en terme d'emplois, d'éducation supérieure et d'avenir. Ce cycle de l'indigence devient difficile à rompre.

Table des matières

1. Evaluer les coûts de la corruption pour les pauvres
2. Réponses

La corruption rend l'eau insalubre, inaccessible et coûteuse.

Dans les pays en voie de développement, on estime que la corruption augmente de 30 à 45% le coût du raccordement d'un foyer au réseau d'adduction d'eau.

Le prix de raccordement au réseau privé à Manille, aux Philippines dépasse largement ce que les foyers paient en moyenne à Londres, New York ou Rome.

Des prix élevés combinés à des mesures politiques biaisées ont accru de plus de US \$48 milliards (30,4 milliards d'euros) le coût de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en matière d'eau et d'assainissement, qui constituent pourtant des éléments indispensables pour résoudre la crise du secteur de l'eau.

1. Evaluer les coûts de la corruption pour les pauvres

Les plus pauvres supportent le poids politique, financier, social et culturel de la corruption dans le secteur de l'eau, que ce soit au niveau de la distribution d'eau potable, de l'assainissement, de l'agriculture ou de la production d'énergie. La corruption contribue à la pollution de l'eau potable, modifie les cours d'eau et les zones inondables, réduit les récoltes et entraîne la construction d'infrastructures inadéquates. Ces problèmes accentuent encore la précarité dans laquelle vivent les plus démunis.

Les vulnérabilités existantes, générées par le sexe, l'âge, l'appartenance ethnique ou à tous ces facteurs à la fois, sont renforcées et aggravées lorsque le contrôle des ressources en eau est corrompu. Lorsque la corruption infeste les projets hydroélectriques, les pauvres perdent plutôt que gagnent quelque chose des améliorations prévues dans les services d'irrigation, de production d'énergie et de développement. Les mécanismes sont rarement en place pour empêcher les fonctionnaires publics et les responsables de projets de détourner les fonds prévus pour dédommager les plus démunis qui ont été déplacés par la construction d'un barrage. L'exemple du barrage des Trois-Gorges en Chine, où des cas de corruption ont été rapportés dans le versement des US \$26 milliards (16,5 milliards d'euros) prévus pour la réinstallation des personnes déplacées, démontrent la gravité du problème. Dans la seule province de Hubei, on estime à US \$36,4 millions (23 millions d'euros) le montant des fonds détournés des bénéficiaires sur une période de deux ans, ce qui a déclenché des mouvements de protestation de la part des résidents à qui ces fonds étaient destinés.¹

Même les projets d'irrigation qui visent à améliorer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté peuvent accroître la marginalisation de certaines catégories de population. Par exemple, les stratégies de gestion participative peuvent échouer lorsque les voix de certains, en particulier celles des femmes, ne sont pas également prises en compte dans les décisions relatives à l'usage de l'eau. D'autres problèmes surviennent lorsque la corruption pénètre dans le processus politique. Les pauvres et les agriculteurs qui dépendent de cultures vivrières sont les derniers servis en eau et en subventions publiques dont ils ont besoin. Au Mexique, les faits démontrent que les exploitants agricoles qui font partie des 20% plus grands producteurs nationaux reçoivent 70% des subventions gouvernementales affectées à l'irrigation. De l'Asie aux Amériques, des cas similaires d'accaparement des ressources en eau par les grands propriétaires terriens ont entraîné une chute dangereuse du niveau des réserves d'eau souterraine et l'appauvrissement des petits fermiers.

Le poids de la corruption dans les ressources du secteur n'est pas non plus réparti également et les pauvres en paient le plus lourd tribut. Dans les pays en voie de développement, on estime que la corruption augmente de 30 à 45% le coût du raccordement d'un foyer au réseau d'adduction d'eau. La corruption peut mener à l'élaboration de politiques et la mise en oeuvre de projets qui privilégient les classes moyennes et supérieures tandis que les pauvres doivent assumer des coûts élevés et un accès insuffisant au réseau d'eau. Ces prix élevés combinés à des mesures politiques biaisées ont accru de plus de US \$48 milliards (30,4 milliards d'euros) le coût de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en matière d'eau et d'assainissement, qui constituent pourtant des éléments indispensables pour résoudre la crise du secteur de l'eau.

Lorsque des acteurs privés interviennent pour tenter de remédier aux lacunes des services d'eau, le défi que représente la promotion de solutions pro-pauvres prend une nouvelle dimension. Les opérateurs privés sont certes capables d'injecter des capitaux, de la technologie et leur capacité organisationnelle dont le secteur a tant besoin mais d'un autre côté ils ne sont pas invulnérables aux

risques de corruption. Les abus peuvent survenir dans l'attribution et la supervision des contrats. Si les prix ainsi que les investissements ne sont pas accompagnés de mesures claires en faveur des pauvres, les préjudices et les problèmes persisteront alors même que les opérateurs privés gèrent le secteur.

Le coût de raccordement au réseau officiel d'eau peut demeurer prohibitif pour les familles démunies. Par exemple, on estime que le prix de raccordement au réseau privé à Manille, aux Philippines, équivaut à près de trois mois de salaire pour les plus pauvres qui représentent 20% de la population du pays et plus que ce que les foyers paient en moyenne à Londres, New York ou Rome. En Bolivie, au Honduras et au Nicaragua, les Nations Unies prévoient que plus de la moitié de la population ne pourra pas s'offrir un raccordement au réseau d'eau, tandis qu'en Afrique sub-saharienne, on s'alarme de ce que 70% des ménages devront se passer d'eau si les principes commerciaux liés au recouvrement des coûts sont appliqués sans mesure transitoire.²

Lorsqu'ils manquent d'accès à l'eau potable, les pauvres de nombreux pays en voie de développement se tournent souvent vers des fournisseurs informels pour satisfaire leurs besoins en cette ressource vitale. Du Brésil au Sri Lanka, ces opérateurs fonctionnent comme un pont qui offre aux plus démunis un accès indispensable à l'eau et compense souvent les déficiences d'un service corrompu. Cependant, ces fournisseurs informels opèrent en général dans une zone juridique floue et peuvent indirectement exacerber les problèmes d'extorsion et de pots-de-vin (dont les coûts sont alors supportés par les pauvres). Ainsi, en Equateur et au Bangladesh, on a vu apparaître des mafias de l'eau qui réduisent la compétition et l'extension du réseau, enfermant un peu plus les pauvres dans des réseaux de corruption.

2. Réponses

Les promesses mondiales faites dans le cadre des OMD ne pourront pas être réalisées sans des changements profonds dans la manière de prévenir et sanctionner la corruption dans le secteur de l'eau. Les recommandations politiques suivantes visent à aborder ces questions en veillant à ce que les efforts anti-corruption constituent une partie intégrale de la planification du développement.

Pour réduire les coûts de la corruption pour les pauvres dans le secteur de l'eau, TI demande la mise en place de mesures:

Préventives

- Les initiatives doivent être lancées pour identifier et faire cesser la corruption dans le secteur de l'eau avant même qu'elle ne commence. Cela implique de réexaminer la façon dont les projets sont conçus, d'établir des mécanismes de contrôle et de suivi et de créer des systèmes de récompenses et de mesures incitatives. Dans le cas des projets hydroélectriques, cela peut exiger de déléguer les responsabilités en matière de réinstallation des personnes déplacées et de financement des populations affectées.

Pro-pauvres

- Les efforts tant privés que publics doivent privilégier les types de services qui correspondent le mieux aux besoins des plus démunis, comme des bouches d'eau publiques ou des puits ruraux. Dans le cas contraire, les mesures peuvent aller à l'encontre des besoins des plus démunis et nuire à leurs moyens de subsistance. Ainsi, sévir contre des distributeurs d'eau informels dans des communautés de squatters en zone urbaine peut empêcher les pauvres d'avoir accès à l'eau ou les forcer à payer le prix fort pour l'obtenir. Plusieurs pays explorent des possibilités de légaliser

Corruption dans le secteur de l'eau: Le Rapport mondial sur la corruption

Cette prise de position s'inspire du *Rapport mondial sur la corruption 2008: la corruption dans le secteur de l'eau*.

Le Rapport mondial sur la corruption 2008 réunit plus de vingt experts et professionnels de renommée internationale qui examinent les risques de corruption dans tous les domaines du secteur de l'eau, y compris la gestion des ressources hydrauliques, l'eau potable, les systèmes d'assainissement, l'irrigation et l'hydroélectricité.

Des études de cas ainsi que des rapports de recherche qui couvrent toutes les régions du monde démontrent que la corruption est à la fois une cause et une conséquence de la crise mondiale de l'eau. Le rapport propose également un large éventail de mesures pratiques pour promouvoir des réformes politiques et l'engagement des acteurs concernés pour combattre la corruption dans le secteur de l'eau.

Pour plus de détails sur le rapport, veuillez consulter: www.transparency.org/publications/gcr.

Pour commander le Rapport 2008 ou celui des années précédentes, rendez vous sur le site de Cambridge University Press : www.cup.cam.ac.uk/.

Cette prise de position de TI fait partie d'une série de documents sur la prévention et les réponses à la corruption dans le secteur de l'eau.

Les trois thèmes abordés dans cette série présentent les différents effets et réponses politiques concernant la corruption dans le secteur de l'eau : le changement climatique et l'environnement ; l'intégrité dans la gouvernance du secteur de l'eau et les coûts de la corruption pour les pauvres. Ces trois prises de position s'inspirent du *Rapport mondial sur la corruption 2008: la corruption dans le secteur de l'eau*.

Pour plus d'informations sur le rapport 2008, merci de consulter : www.transparency.org/publications/gcr.

Pour plus d'informations sur les efforts mondiaux de lutte contre la corruption dans le secteur de l'eau, vous pouvez consulter le site suivant : www.waterintegritynetwork.net/.

Pour plus d'informations sur ce prise de position, veuillez contacter Craig Fagan au Secrétariat de TI: plres [at] transparency.org

TRANSPARENCY INTERNATIONAL

Téléphone

+49-30-343820 -0

Fax

+49-30-347039 -12

Secrétariat International

Alt-Moabit 96

10559 Berlin

Allemagne

les opérations des distributeurs informels par une reconnaissance et une réglementation souple. Cette approche mérite d'être envisagée plus largement par les décideurs politiques d'autres pays.

Inclusives

- ☉ La participation des groupes marginalisés dans les processus budgétaires et l'élaboration des politiques du secteur de l'eau peut être un moyen d'intégrer leurs préoccupations aux objectifs stratégiques du secteur. L'implication des populations locales dans le choix des sites pour le forage de puits ruraux et la gestion des systèmes d'irrigation permet de garantir que les petits exploitants agricoles ne soient pas les derniers servis en eau pour leur consommation et à leurs récoltes. La participation de la société civile dans les activités d'audit, l'évaluation de la pollution des eaux, le suivi et le contrôle des performances des services publics permet de créer des garde-fous supplémentaires.
- ☉ Les mesures visant à promouvoir la participation devraient être complétées par des efforts de renforcement des capacités qui permettent aux démunis et aux autres groupes marginalisés de s'engager efficacement et de faire entendre leurs revendications.

Informatives

- ☉ L'accès à l'information constitue une étape essentielle et un outil de prévention pour combattre la corruption dans le secteur de l'eau. Les réponses aux appels d'offres devraient être lues à voix haute à l'occasion de réunions publiques avec les populations locales. Les projets en cours de conception devraient être affichés dans des lieux publics. Les documents des bailleurs de fonds ainsi que les indicateurs de qualité de l'eau devraient être téléchargés sur des sites Web. Les informations et documents devraient être rédigés dans un langage simple et accessible, du contrat de service jusqu'aux rapports d'audit.
- ☉ Même lorsqu'il s'agit de projets très techniques ou qui requièrent une expertise spécialisée, comme pour la construction de barrages hydroélectriques, les citoyens devraient avoir la possibilité de solliciter des informations et des explications de base sur, par exemple, le cahier des charges, les experts nommés, les entrepreneurs choisis et le niveau de fixation des prix.

Référence :

¹ *Conclusions de l'audit rendu sur les fonds destinés à la réinstallation des résidents de la région du réservoir du projet de barrage des Trois-Gorges, Cour des comptes de la République populaire de Chine*, no. 1 de 2007, Série générale n° 19. Voir aussi W. Jiao, 'Annual Financial Reports for Dam', *China Daily (China)*, 9 septembre 2007.

² *Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Rapport sur le développement humain 2006 : « Au-delà de la pénurie : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau »* (New York, Palgrave Macmillan, 2006).

© 2008 Transparency International. Tous droits réservés.

Transparency International (TI) est l'organisation de la société civile mondiale au premier plan de la lutte contre la corruption. Avec plus de 90 sections dans le monde entier et avec un secrétariat international basé à Berlin, en Allemagne, TI sensibilise sur les effets nuisibles de la corruption ; TI collabore avec ses partenaires dans les gouvernements, le secteur privé, et la société civile afin de développer et d'appliquer des mesures efficaces contre la corruption. Pour plus d'informations, veuillez visiter : www.transparency.org